

Quel projet de société pour demain?
*Coopératives, mutuelles et territoires:
Enjeux, défis et alternatives*



Document de soutien à la préparation des Forums régionaux

**Vers un projet de société du mouvement coopératif :
Huit enjeux de société à discuter**

Conseil québécois de la coopération et de la mutualité

Alliance de recherche universités-communautés – Développement territorial et coopération (ARUC-DTC)

**Alliance de recherche universités-communautés – Innovation sociale et développement des
communautés (ARUC-ISDC)**

Avril 2011

Crédits pour la publication

Comité de rédaction : Ernesto Molina en collaboration avec Marie-Joëlle Brassard et Louis Favreau

Révision et mise en page : Marie-Hélène Leclerc

Production :

Conseil québécois de la coopération et de la mutualité en collaboration avec l'Alliance de recherche universités-communautés – Développement territorial et coopération (ARUC-DTC) et l'Alliance de recherche universités-communautés – Innovation sociale et développement des communautés (ARUC-ISDC)

Avril 2011

Merci aux partenaires
du développement coopératif



Table des matières

PRÉSENTATION	4
L'URGENCE ÉCOLOGIQUE	5
<i>MISE EN CONTEXTE</i>	5
<i>DES INITIATIVES QUI TÉMOIGNENT DU PROJET DE SOCIÉTÉ</i>	5
LA DÉMOCRATISATION DE L'ÉCONOMIE	7
<i>MISE EN CONTEXTE</i>	7
<i>DES INITIATIVES QUI TÉMOIGNENT DU PROJET DE SOCIÉTÉ</i>	7
LE RENOUVELLEMENT DE L'ÉTAT SOCIAL	8
<i>MISE EN CONTEXTE</i>	8
<i>DES INITIATIVES QUI TÉMOIGNENT DU PROJET DE SOCIÉTÉ</i>	9
LE DÉVELOPPEMENT SOLIDAIRE DES COMMUNAUTÉS	10
<i>MISE EN CONTEXTE</i>	10
<i>DES INITIATIVES QUI TÉMOIGNENT DU PROJET DE SOCIÉTÉ</i>	10
DES ALLIANCES AVEC D'AUTRES MOUVEMENTS	11
<i>MISE EN CONTEXTE</i>	11
<i>DES INITIATIVES QUI TÉMOIGNENT DU PROJET DE SOCIÉTÉ</i>	12
UNE IDENTITÉ COOPÉRATIVE FORTE ET OUVERTE	13
<i>MISE EN CONTEXTE</i>	13
<i>DES INITIATIVES QUI TÉMOIGNENT DU PROJET DE SOCIÉTÉ</i>	14
LES COOPÉRATIVES : UN RÉSEAU D'ENTREPRISES ET UN MOUVEMENT	15
<i>MISE EN CONTEXTE</i>	15
<i>DES INITIATIVES QUI TÉMOIGNENT DU PROJET DE SOCIÉTÉ</i>	16
LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE	17
<i>MISE EN CONTEXTE</i>	17
<i>DES INITIATIVES QUI TÉMOIGNENT DU PROJET DE SOCIÉTÉ</i>	17
POUR EN SAVOIR PLUS	20

Présentation

L'heure est à la mobilisation dans les régions et des Forums régionaux s'organisent déjà dans les différentes régions du Québec en suivi à la Conférence internationale *Quel projet de société pour demain ?* et pour souligner *l'Année internationale des coopératives* en 2012. Chaque région, sur la base des territoires de CDR, réunit un noyau de leaders régionaux reconnus, issus d'horizons multiples. Leur rôle consiste à préparer et organiser un Forum régional, en assurer la tenue et le suivi.

Les Forums régionaux se veulent ouverts sur le monde, tant du point de vue de la réponse coopérative et mutualiste aux enjeux et défis mondiaux, qu'à la grande diversité des acteurs de la société qui s'engageront dans cette démarche.

Avec les autres mouvements sociaux, syndical, communautaire, des agriculteurs, de femmes, écologique, etc., les coopératives font partie de la solution à la crise actuelle qui est globale (financière, économique, écologique et sociale) et profonde. Mais la crise actuelle fait émerger la nécessité de se redéployer comme mouvement.

Le Conseil québécois de la coopération et de la mutualité au mini-sommet du gouvernement du Québec en janvier 2010

« ...Il existe deux sortes de mondialisation. D'une part, une mondialisation de croissance économique, « sans développement », qui repose sur la délocalisation d'entreprises vers des pays où les

coûts de production sont toujours de plus en plus bas. Comme l'indique une étude du Worldwatch Institute, cette mondialisation conduit vers un cul-de-sac. D'autre part, il y a une mondialisation fondée sur des rapports équitables entre les pays, entre les partenaires, une mondialisation qui mise sur les ressources humaines, les communautés, les régions et qui tient compte des coûts sociaux et environnementaux du développement. »¹

Desjardins veut réunir les 300 plus grandes entreprises coopératives en sommet mondial en 2012

« ...Trop souvent, les règles qui encadrent l'économie ne sont pas pensées pour le mouvement coopératif. Elles sont conçues pour le monde capitaliste et pour des sociétés par actions cotées en Bourse... »²

Il s'agit de réinventer une économie au service de la société qui prendrait plus au sérieux les équilibres écologiques et serait davantage porteuse de justice tout en assurant une création de richesses basée sur des entreprises viables économiquement. Pour ce faire, les exemples d'initiatives coopératives et autres sont des alternatives à l'économie dominante si elles sont rattachées à un projet global fournissant une vision d'ensemble qui donne sens à chacune des

¹ Denis Richard, président, Conseil québécois de la coopération et de la mutualité.

² Monique F. Leroux, « Coopératives-Desjardins veut un sommet mondial », *Le Devoir*, 3 février 2010, p. B3.

initiatives. Un projet favorisant une mise en réseau des mouvements à toutes les échelles (locale, régionale, nationale et internationale).

Nous vous présentons une synthèse des huit enjeux centraux auxquels doit répondre notre projet de société en tant que mouvement. Chaque enjeu est suivi d'exemples des initiatives qui y témoignent. Cette synthèse servira de base aux Forums régionaux.

L'urgence écologique

Mise en contexte

Nos façons de produire et de consommer exercent une pression très forte sur l'environnement. Les ressources naturelles utilisées pour satisfaire nos besoins s'épuisent alors qu'en contrepartie, ce que nous consommons et produisons conduit à un considérable gaspillage de ressources. À cette surconsommation de ressources naturelles s'ajoute l'augmentation des déchets, qui doivent être absorbés dans l'environnement. Les risques environnementaux encourus sont de grande envergure : réchauffement accéléré de la planète, pollution, déséquilibre des écosystèmes, menace sur la biodiversité.

Essentiellement, c'est la vie de l'être humain sur cette terre qui est menacée. Une conversion écologique de l'économie est devenue nécessaire. Nous devons produire, distribuer et consommer autrement. Quelles réponses et expériences coopératives locales ou régionales peuvent contribuer, de manière

innovante, au développement durable et solidaire des collectivités et des régions ?

Des initiatives qui témoignent du projet de société

Biomasse forestière

Fortes de leur expertise, les coopératives forestières développent de nouvelles activités, dont l'utilisation de produits forestiers non ligneux et de la biomasse forestière à des fins énergétiques.

La biomasse forestière est constituée de tous les végétaux d'une forêt : arbres, plantes, arbustes et feuillages. Sur le plan énergétique, toutefois, les différents intervenants s'intéressent surtout aux résidus de coupe forestière qui sont habituellement laissés en forêt lors de la récolte du bois à valeur commerciale. Parfois aussi, on produit de la biomasse en plantant des arbres à croissance rapide (peupliers ou saules) qui seront récoltés quelques années plus tard. En vertu de ses propriétés physiques, la biomasse forestière peut remplacer les combustibles fossiles.

Cette source d'énergie est particulièrement intéressante. Car la biomasse forestière est considérée comme neutre en carbone et son utilisation en tant que source d'énergie permet de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES).

Les coopératives forestières et leurs partenaires (communautés autochtones, organismes municipaux qui gèrent des forêts, etc.) ont obtenu l'attribution de 30 % du volume (plusieurs dizaines de milliers de tonnes) de biomasse forestière en provenance des forêts publiques du Québec.

Parallèlement, depuis trois ans, la [FQCF](#) déploie une stratégie afin de chauffer les bâtiments institutionnels à l'aide de la biomasse forestière. Pour en savoir plus : [Cahier spécial Le Devoir, COOPÉRATION](#).



Photo prise du dépliant

[Les coopératives forestières. Spécialistes de l'approvisionnement en biomasse forestière](#)

Agriculture écologiquement intensive

Champion du semis direct, Jocelyn Michon (propriétaire de la ferme Jocelyn Michon Inc., membre de [La Coop fédérée](#)) est un précurseur de l'agriculture écologiquement intensive au Québec et dans le monde. Récipiendaire du prix Cérès Honoris Causa 2010, cet humble producteur déplore le manque de porte-voix au Québec tant dans les établissements d'enseignement agricole, les organisations d'agriculteurs, au MAPAQ, à Québec et à Ottawa, du bienfait économique et écologique du ver de terre.

En 2009, Jocelyn Michon, un des pionniers du semis direct au Québec, a réalisé une économie de 5000 \$ en carburant et de 20 000 \$ en engrais sur son entreprise de 230 hectares tout en haussant ses rendements. Si on compte les économies de main d'œuvre et d'amortissement de la machinerie, le producteur estime à 65 000 \$

l'argent gagné grâce à une prime « vers de terre » soit, 325 \$/hectare. Cette prime, croit-il, est à la portée de tous. À condition de comprendre qu'un producteur de grandes cultures est avant tout un « éleveur de vers de terre ».

À mi-chemin entre l'agriculture biologique et l'agriculture intensive, le semis direct a pour but de rendre la fertilité naturelle des sols. Notons que la ferme Jocelyn Michon Inc. a reçu en novembre 2010 le prix La Coop fédérée à l'agroenvironnement. Pour en savoir plus : [Le coopérateur agricole](#).

Le projet de la coopérative Val-Éo retenu par Hydro-Québec

Le conseil d'administration de la [coopérative Val-Éo](#) a appris avec satisfaction que son projet de 24MW, déposé dans le cadre de l'appel d'offres éolien d'Hydro-Québec, fait partie des projets retenus. Cette bonne nouvelle couronne 5 ans d'efforts et des investissements de plus de 450 000 \$ consentis par les agriculteurs et la communauté pour le développement du projet. Val-Éo est fière d'avoir élaboré un modèle novateur de gestion locale de la ressource éolienne, permettant d'assurer un maximum de retombées à la communauté. Demeurera-t-elle l'heureuse exception ? [Val-Éo énergie éolienne](#).



La démocratisation de l'économie

Mise en contexte

Plusieurs formes d'entreprises participent activement aux dynamiques économiques dont, bien sûr, les entreprises capitalistes traditionnelles, mais aussi les entreprises publiques, les coopératives, les mutuelles, les caisses d'épargne, d'autres entreprises d'économie sociale, ainsi que les petites entreprises artisanales et commerciales.

Selon Felice Scalvini, vice-président de l'Alliance coopérative internationale, les sociétés qui s'en tirent le mieux en situation de crise, sont celles où l'on retrouve une plus grande diversité de modèles d'entreprises (privées, publiques et collectives).

La démocratisation de l'économie, c'est donc de travailler dès maintenant à diversifier les modèles d'entreprises. La présence plus soutenue et la création d'entreprises à propriété collective dans l'économie contribue à cette diversification de l'économie. Parler de « démocratisation de l'économie » signifie deux choses : le renforcement d'entreprises sous contrôle démocratique au cœur du système économique et la participation dans l'entreprise. En effet, la logique coopérative est centrée sur la réponse aux besoins dans la société et sur la participation des membres à la gouvernance démocratique des entreprises. Une logique qui sait mettre ensemble la création de richesse et la justice sociale.

Des initiatives qui témoignent du projet de société

Présence des coopératives : quelques données

Depuis maintenant un siècle, les coopératives et les mutuelles occupent une place de choix dans l'économie du Québec. Importants agents de changement, elles sont présentes dans de nombreux secteurs d'activité économique. Certaines d'entre elles sont même devenues des entreprises de grande envergure.

Environ 3 300 coopératives et mutuelles sont actives au Québec. Elles regroupent 8,8 millions de producteurs, de consommateurs et de travailleurs. On les trouve notamment dans les secteurs des services financiers et des assurances, de l'industrie agroalimentaire, de l'alimentation, de l'habitation, de l'industrie forestière, des services funéraires, des soins de santé et en milieu scolaire. Pour en savoir plus : [Direction des coopératives, MDEIE](#).

Capital régional et coopératif Desjardins

Constituée en 2001, Capital régional et coopératif Desjardins est une société publique gérée par Desjardins Capital de risque. Avec plus de 111 000 actionnaires, la Société contribue au développement économique du Québec et participe étroitement à l'essor des coopératives et des régions ressources. Capital régional et coopératif Desjardins appuie la croissance de plus de 230 entreprises, coopératives et fonds évoluant dans divers secteurs d'activité et issus de toutes les régions du Québec. Pour en savoir plus : [Capital régional et coopératif Desjardins](#).



Carrefour financier solidaire : un réseau d'institutions pour un développement solidaire, démocratique et durable

Fondation privilégie le travail en réseau avec ses partenaires et, plus particulièrement, avec les autres organisations d'intervention économique regroupées au Carrefour financier solidaire, siège social de Fondation à Montréal.

Cette mise en réseau permet à Fondation d'élargir et d'augmenter l'accessibilité de ses parties prenantes à une vaste gamme de produits et services. À la fois autonomes et complémentaires, les institutions présentes au Carrefour représentent un large éventail d'expertise dans les domaines de l'épargne et du crédit, du placement sur les marchés financiers, du financement d'entreprises ou d'appui à la gestion. Elles ont en commun de tracer de nouvelles voies en matière de finance socialement responsable et de développement durable. Aujourd'hui, elles représentent des actifs qui dépassent le milliard de dollars. Leur effectif est engagé auprès de plus de 2 500 entreprises et organisations qui représentent quelque 35 000 emplois partout au Québec. Pour en savoir plus : [Carrefour financier solidaire](#).

Fonds CDE pour le développement (FCDED)

La Coopérative de développement régional de l'Estrie (CDR Estrie) est fière de la création, en 2005, de son Fonds CDE pour le développement (FCDED) en partenariat avec Filaction et le Réseau d'investissement social du Québec (RISQ). Ce Fonds s'adresse exclusivement aux coopératives membres de la CDR Estrie qui peuvent bénéficier d'une offre d'investissement rapide pour répondre à leurs besoins financiers immédiats. Vous trouverez dans le dépliant,

reproduit ici, toutes les informations disponibles. Pour en savoir plus : [FCDED](#).

Le renouvellement de l'État social

Mise en contexte

Grâce à une fiscalité redistributive basée sur l'impôt progressif ainsi qu'à une action sur l'économie et l'emploi, l'État québécois a mis en place un ensemble de services qui reposent sur la solidarité des citoyens. C'est ce qu'on appelle l'État social. Ce modèle de développement a été critiqué, entre autres raisons, parce que les services sociaux offerts par l'État coûteraient trop cher et que de toute manière, il a laissé dans la précarité une partie de la population active.

Des efforts considérables sont consacrés pour nous faire croire que le marché libre et le capital privé peuvent faire mieux que le secteur public. La réponse aux besoins liés aux changements démographiques, tels le vieillissement de la population et la relève en emploi, serait, semble-t-il, plus efficace par le privé. Mais cette proposition ne tient pas la route parce qu'elle comporte des risques d'affaiblissement considérable des services sociaux publics avec, en corollaire, l'augmentation des inégalités sociales.

Dans ce contexte, par leur proximité des populations, les entreprises collectives, coopératives et autres, peuvent représenter des alternatives viables pour les communautés locales et régionales pour maintenir des populations locales, soutenir les personnes âgées, fournir des services aux familles, répondre aux besoins en santé, inventer des formes d'éducation stimulantes, soutenir les salariés, etc. Il s'agit d'inventer de nouvelles formes de

collaboration entre les entreprises coopératives et les pouvoirs publics. Il s'agit de renouveler l'État social à partir d'une participation accrue des communautés locales et régionales dans la définition de leurs besoins, de leurs priorités et des services à mettre en place.

Des initiatives qui témoignent du projet de société

Santé

La Coopérative de solidarité santé de Val-Morin, qui a ouvert ses portes le 13 janvier 2011, vise à permettre aux citoyennes et citoyens d'avoir accès sur place aux services de santé et de diminuer les délais d'attente. La Coop favorise l'implication des membres, respecte les principes d'universalité et de gratuité en santé, rassemble des membres qui désirent s'offrir des services reliés à la santé, s'avère un outil pour le développement de services complémentaires et un outil en matière de prévention et de promotion de la santé. Pour en savoir plus : [Coop. Santé Val-Morin](#).



Services à domicile

La Coopérative de solidarité de services à domicile des Etchemins a vu le jour en 2000. Aujourd'hui, on dit d'elle qu' « En une décennie, l'organisation s'est développée pour devenir un acteur indispensable au bien-être des citoyens contribuant ainsi à leur amélioration de la qualité de vie, leur autonomie et leur dignité » ([EnBeauce.com](#)).

De l'entretien ménager aux soins d'hygiène et l'aide à l'alimentation, la coopérative a développé des services pour répondre au vieillissement de la population et leurs besoins. La coopérative a aussi investi dans la formation de son personnel face aux nouveaux services offerts incluant des services de répit aux familles de proches atteints de la maladie d'Alzheimer ou en perte d'autonomie ([EnBeauce.com](#)).

Notons que sur le territoire de la Beauce et des Etchemins, la population peut compter sur trois coopératives de solidarité de services à domicile. L'Association québécoise de défense des droits des personnes préretraitées, retraitées et âgées (AQDR) affirme : « Il n'est pas nécessaire d'attendre d'être dans l'incapacité d'effectuer certains travaux ménagers ou que notre conjoint n'est pas la capacité de nous donner un coup de main pour faire appel à la Coopérative de solidarité de services à domicile pour nous conseiller et nous aider à trouver une solution qui nous permette, par la même occasion, de conserver notre qualité de vie » [AQDR Section Beauce](#).



Le développement solidaire des communautés

Mise en contexte

Le développement solidaire des communautés est une stratégie importante de création et de distribution de richesses dans les régions, au Québec et au plan international. Il contribue à l'élaboration d'une alternative viable au modèle de développement dominé par un État centralisateur ainsi qu'au modèle dominé par l'entreprise privée ayant comme principal objectif l'augmentation sans limite de l'avoir des propriétaires. Il fait partie de la réinvention d'une économie au service de la société, d'une société démocratique, équitable et écologique.

Le développement solidaire des communautés mise sur la mobilisation des ressources individuelles et collectives donnant lieu à des initiatives innovatrices, adaptées aux besoins et aux réalités, tant en milieu rural qu'urbain. Ces initiatives contribuent au développement économique et social qui additionne les forces vives d'un milieu.

Ainsi, pour faire face aux nouveaux défis des territoires, le développement solidaire des communautés demande la réponse combinée des acteurs publics, privés et associatifs. Ces derniers sont composés de coopératives, d'OBNL d'économie sociale, de syndicats, de groupes de femmes, d'organismes communautaires, etc.

Le territoire figure comme le point d'appui d'un changement de perspective en matière de développement. Le développement solidaire des communautés vise à la fois le renforcement de l'économie locale et la

participation accrue de tous les acteurs locaux aux bénéfices de la richesse produite.

Des initiatives qui témoignent du projet de société

Une destination plein-air éco-responsable

Aux portes de la réserve faunique des Laurentides sur la Rive-Nord du fleuve Saint-Laurent, il y a une destination plein-air éco-responsable qui habite des kilomètres de rivières et de sentiers pédestres au cœur d'une vallée champêtre de la région de Portneuf, c'est la Coopérative de solidarité Vallée Bras-du-Nord.

C'est au printemps 2002 que des acteurs locaux de la Ville de Saint-Raymond, concernés par le futur mode de développement de leur territoire, ont eu l'idée de créer une coopérative de solidarité permettant de développer un écotourisme harmonieux et valorisant, la Vallée Bras-du-Nord. Propriétaires riverains, entreprises de services récréotouristiques, travailleurs récréoforestiers et récréotouristiques et intervenants locaux en tourisme se sont concertés afin que leur territoire puisse se développer durablement. Aujourd'hui, la Coopérative de solidarité Vallée Bras-du-Nord a récolté plus d'une dizaine de prix qui honorent tant leur dimension entrepreneuriale, leur dimension récréotouristique, leur dimension environnementale (prix du Producteur par excellence 2010 de Aventure Écotourisme Québec) et leur dimension sociale (prix Innovation 2006 au Gala d'excellence coopérative de la région de Québec). Pour en savoir plus : [101.5 Radio-Montréal](#) et [Coopérative de solidarité Vallée Bras-du-Nord](#).

Les coopératives de services de proximité multi-activités :

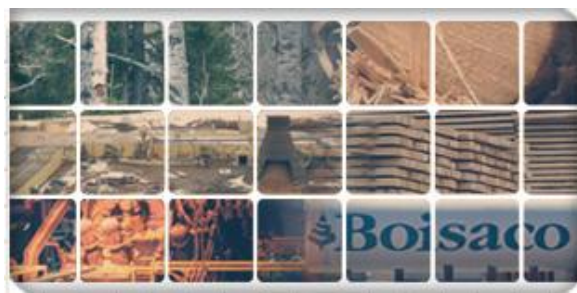
La coopérative Magasin Coop de St-Pamphile a été créée en 1944 par des producteurs agricoles. Par la suite, la coopérative s'est transformée en coopérative de consommateurs. Elle est située à St-Pamphile, une municipalité de 2 704 habitants (2006) dans Chaudière-Appalaches. La coopérative exploite une épicerie, une quincaillerie, distribue de la moulée et loue des locaux commerciaux et communautaires. Pour en savoir plus : [La Coop de St-Pamphile](#) et [Coopératives de services de proximité : Guide d'accompagnement](#).



La force d'une collectivité et le pouvoir mobilisateur d'une idée

L'histoire de la communauté de Sacré-Cœur-sur-le-Fjord-du-Saguenay qui, au milieu des années 1980, a repris le contrôle de l'usine de sciage désertée par les investisseurs privés est un réel exemple de

prise en charge collective et de gestion locale des ressources naturelles. À cette époque, deux coopératives de travail et une société de placement dans l'entreprise québécoise (SPEQ) ont été mises sur pied afin d'assurer la gestion de l'usine et les activités en forêt. Cette nouvelle structure, favorisant une implication des travailleurs et des gens de la communauté, était un pari risqué. Pourtant, 25 ans plus tard, non seulement Boisaco est toujours en exploitation, mais l'organisation a contribué à la mise sur pied de plusieurs autres usines dans la région. Pour en savoir plus : [Boisaco](#).



Des alliances avec d'autres mouvements

Mise en contexte

Concevoir et bâtir un projet de société dont les assises reposent sur les valeurs de justice sociale et de participation démocratique, exige une ouverture aux autres. Au fil des ans, le mouvement coopératif s'est développé et a su bâtir une *économie autre* en collaboration avec d'autres mouvements sociaux (communautaire, syndical, écologique, etc.). C'est ce qui lui donne sa force.

La réflexion et les actions qui s'ensuivent, doivent répondre aux besoins et prendre en

compte l'ensemble des acteurs locaux et régionaux pour garantir la pérennité d'un nouveau projet de société. Cela suppose une ouverture à créer des alliances entre groupes issus de différents univers. Le Québec et ses régions foisonnent de regroupements et de leaders engagés dans le développement économique et le changement social. Ils sont souvent porteurs d'idées et d'alternatives stimulantes qui peuvent créer l'étincelle d'un « autre développement », cette fois durable et solidaire.

Il est important de se nourrir de la différence des autres regroupements et travailler ensemble pour rendre plus forte la capacité de réponse coopérative. Les groupes écologiques et environnementaux, le monde du développement local et régional, les élus municipaux, les représentants des organisations d'agriculteurs, les syndicats, les groupes de femmes, les forums jeunesse, les regroupements forestiers, le milieu entrepreneurial telles les chambres de commerce, en sont des exemples. Bâtir des ponts et établir des collaborations entre les coopératives et d'autres acteurs de la société civile dans chaque région pour créer des agencements novateurs dans la réponse aux besoins et dans les façons d'influencer la société aux niveaux local, régional, national et international.

Des initiatives qui témoignent du projet de société

Claire Bolduc répond aux questions de Marie-Joëlle Brassard.

[Claire Bolduc, Solidarité rurale du Québec](#)

Gérald Larose répond aux questions de Marie-Joëlle Brassard

[Gérald Larose, Caisse d'économie solidaire Desjardins](#)

Tour du Lac Promutuel pour le Burkina Faso

Le tour du Lac Promutuel est l'une des plus vieilles randonnées cyclo-touristiques du Québec. Pendant trois jours, les cyclistes parcourent un trajet de 256 km sur la Véloroute des Bleuets autour du lac Saint-Jean. Depuis 24 ans, près de 6 000 cyclistes ont pédalé pour le Burkina Faso. En 2005, [Promutuel de Lac au Fjord](#) s'est associé au Centre de solidarité internationale du Saguenay-Lac-Saint-Jean. En moyenne, 295 cyclistes participent annuellement au tour et depuis 1996, la moyenne annuelle des dons recueillis par les cyclistes est de l'ordre de 27 000 \$. Des exemples de projets réalisés avec la collecte de fonds de l'édition 2010 : un appui à 800 femmes pour la commercialisation de produits maraîchers en Équateur de même que la formation en gestion de micro-entreprises de 40 personnes pour le fonctionnement de leur micro-entreprise de coupe, de conservation et d'emballage de viande. Au Burkina Faso, des activités d'alphabétisation pour 250 femmes et 190 hommes, la distribution de 500 foyers améliorés et des activités de sensibilisation pour diminuer l'utilisation du bois de chauffe (facteur important de désertification) de même que l'appui à trois groupements de femmes dans la production, la transformation et la commercialisation de produits forestiers non ligneux (le soumbala, épice fabriquée avec les graines de l'arbre néré).

Pour en savoir plus : [Centre de solidarité internationale du Saguenay-Lac-Saint-Jean](#).

25^e Tour du Lac Promutuel
pour le Burkina Faso et
l'Équateur
12-13-14 août 2011



Coopératives et mouvements sociaux : quelle convergence ?

Le sociologue Louis Favreau affirme que ce qu'on oublie souvent dans la littérature scientifique et sociale sur les entreprises collectives, le souci économique prévalant, c'est que les coopératives et les mutuelles ont constamment été et sont liées au mouvement social général et à d'autres mouvements ayant épousé des causes proches de la leur.

Il ajoute que le mouvement coopératif gagne à expliciter la dynamique inter-mouvements qui est la sienne. Et son interaction avec d'autres mouvements n'est pas en sens unique, loin de là. On ne le dira jamais assez, les coopératives sont souvent le prolongement de luttes sociales qui débouchent sur des activités économiques, ces mouvements fournissant alors le sel de la terre, c'est-à-dire des militants pour démarrer les choses. Et en sens inverse des coopératives peuvent aider des

mouvements à canaliser une partie de leur action collective dans une stratégie qui ne soit pas uniquement de résistance mais de construction d'alternatives comme le mouvement syndical l'a fait en se donnant des outils économiques comme les caisses d'économie et des fonds de développement. Mais s'il y a des collaborations assez souvent, elles sont à géométrie variable, et certainement pas, exemptes de zones de tension à certaines périodes. Ceci dit, les sorties de crise (écologique, sociale et économique) de la période actuelle et à l'échelle internationale nous forcent plus que jamais à consolider et à élargir cette solidarité entre mouvements. Pour lire tout le texte : [Article de Louis Favreau](#).

Une identité coopérative forte et ouverte

Mise en contexte

Depuis 150 ans, les coopératives et les mutuelles existent et affirment leurs différences. On peut dire qu'elles ont leur propre carte d'identité et qu'elles se différencient par la façon dont elles redistribuent autrement que ne le fait l'entreprise capitaliste traditionnelle et l'entreprise publique. Par ailleurs, les membres étant propriétaires collectivement, ils sont partie prenante de la réponse à leurs propres besoins. On peut donc aussi affirmer que les coopératives permettent l'expression de l'identité de chaque région.

L'identité des coopératives est fondée sur la Déclaration sur l'identité coopérative

internationale adoptée en 1995 par l'Alliance coopérative internationale (ACI). L'ACI, fondée en 1895, regroupe aujourd'hui près de 250 organisations nationales provenant de plus de 90 pays. Et ces coopératives réunies ensemble rejoignent un milliard de personnes dans le monde.

Pourquoi les coopératives traversent-elles mieux les crises économiques? Leur identité n'est pas étrangère à cela. La *Loi sur les coopératives*, fruit de multiples ententes entre le mouvement coopératif et les pouvoirs publics, oblige les membres réunis à rediriger un pourcentage des trop-perçus dans une réserve générale, ce qui contribue à protéger les coopératives des aléas économiques. Ensuite, le principe de redistribution des revenus entre les membres se veut transparent et joue en faveur d'une plus grande équité de richesse. En troisième lieu, les parts sociales ne sont pas cotées en bourse, ce qui protège la coopérative de la spéculation. Finalement, autant l'identité coopérative en tant qu'entreprise est bien dessinée, autant, chaque coopérative est ancrée dans sa communauté et sa région, non délocalisable, comme le sont d'ailleurs les membres.

Le modèle coopératif et mutualiste doit se faire connaître, c'est l'intelligence collective mise à contribution de la région, c'est une stratégie de développement et c'est aussi la force de la solidarité. L'actuel contexte de crise favorise le débat sur la pertinence des coopératives et des mutuelles en particulier et celle des entreprises collectives en général comme alternative à l'économie dominante inscrite dans une logique de concurrence et de profit maximum.

Des initiatives qui témoignent du projet de société

Le regroupement coopératif et mutualiste québécois

Le Conseil québécois de la coopération et de la mutualité a pour mission de participer au développement social et économique du Québec en favorisant le plein épanouissement du mouvement coopératif et mutualiste québécois et ce, en accord avec les principes et les valeurs de Alliance coopérative internationale. Pour réaliser cette mission : a) il organise la **concertation** entre les secteurs coopératifs et mutualistes et avec leurs partenaires; b) il effectue la **représentation** et défend les intérêts de l'ensemble du mouvement coopératif et mutualiste québécois; c) il favorise le **développement** coopératif et mutualiste afin de multiplier les effets bénéfiques de la coopération pour ses membres et pour la population. Pour en savoir plus : [CQCM-mission](#) et [Plan d'ensemble 2009-2014 du développement coopératif québécois](#).



Hélène Simard, présidente-directrice générale du Conseil québécois de la coopération et de la mutualité (CQCM), explique qu'au chapitre de la **concertation** le Conseil anime et supporte plusieurs comités de concertation en lien avec les

priorités et le Plan d'ensemble du mouvement ...; au chapitre de la **représentation**, des comités stratégiques ad hoc sont mis en place pour discuter des positionnements sur la représentation du Conseil... Le Conseil représente le mouvement coopératif à de nombreux comités gouvernementaux, et développe des partenariats avec des organisations nationales tout en maintenant son autonomie décisionnelle et en ne se substituant pas à ses membres dans leur secteur d'activité respectif. Finalement, au chapitre du **développement**, madame Simard signale que le Conseil travaille sur les conditions favorisant le développement coopératif. Plus concrètement, dit-elle, notre action se situe dans la promotion, l'éducation et le support au développement.

Concernant la question des coopératives dans l'économie sociale, madame Simard explique que le mouvement coopératif et mutualiste québécois se reconnaît de l'économie sociale et solidaire s'il y a en contrepartie la reconnaissance de sa famille sur la base de ses institutions, sa culture organisationnelle, ses filiations; et si également est respectée sa volonté en tant que mouvement coopératif organisé d'encourager l'intercoopération entre coopératives comme facteur déterminant de leur pérennité et leur intégrité. Elle ajoute que plus cette intercoopération entre coopératives sera développée plus elle sera garante de la coopération entre la famille coopérative et mutualiste avec les autres familles de l'économie sociale et solidaire. Pour en savoir plus : [Conférence de madame Hélène Simard](#).

Les coopératives : un réseau d'entreprises et un mouvement

Mise en contexte

Il existe plusieurs modèles d'entreprises, chacun avec sa logique de développement, ses façons de produire, de générer des revenus et de les redistribuer. Les entreprises coopératives et les mutuelles proposent des objectifs et des façons de faire qui les différencient. Elles sont à la fois autonomes localement et soutenues par ses réseaux tissés à plusieurs échelons de territoires. Elles réalisent des activités économiques tout en étant à la source de transformations sociales reposant sur une plus grande justice sociale.

Les coopératives et les mutuelles témoignent de pratiques de solidarité où l'économique et le social se croisent et interagissent. Comme réseau d'entreprises, elles favorisent la collaboration entre coopératives, ce qui contribue à solidifier chaque coopérative ainsi qu'à renforcer le développement économique de l'ensemble de leurs communautés et de leurs régions. Elles développent aussi leurs stratégies d'action collective, en étant soutenues et renforcées par des réseaux régionaux, nationaux et internationaux.

Le rôle et la place des coopératives au Québec sont au cœur d'une nouvelle vision de développement. À titre de réseau d'entreprises, leur poids économique ne peut être banalisé. Elles sont aussi un mouvement social ayant un regroupement qui leur est propre à l'échelle du Québec, lequel s'est construit une culture démocratique et une pensée sociale alimentées par la solidarité. À la fois modèle d'affaires et acteur de changements

sociopolitiques, les coopératives et mutuelles allient développement économique et justice sociale.

Des initiatives qui témoignent du projet de société

Le mouvement coopératif au Québec C'est plus de :

- 3 300 entreprises coopératives et mutuelles;
- 8,8 millions de membres (particuliers et entreprises);
- 90 000 emplois;
- 22 milliards \$ de chiffre d'affaires;
- 166 milliards \$ d'actif;
- Les coopératives présentent un taux de survie nettement plus élevé que les entreprises traditionnelles, et ce, après cinq ans (62 % vs 35 %) ou dix ans (44 % vs 20 %).
- 60 % des emplois sont situés dans des coopératives en région.
- 40 % sont situés dans les régions urbaines de Québec, Montréal et Laval.
- Elles persistent dans le temps (16 coopératives non financières ont plus de 75 ans d'existence). Pour en savoir plus : [Portrait général](#).

Les membres du Conseil québécois de la coopération et de la mutualité : la force d'un mouvement national

Québec Coop, la fierté de bâtir...

Le Conseil et deux Alliances de recherche universités-communautés ([ARUC-DTC](#) et [ARUC-ISDC](#)) ont tenu une conférence internationale ayant pour thème « [Quel projet de société pour demain ?](#) ».



Un nouveau partenariat a été établi avec le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE) pour le développement coopératif par l'Entente de partenariat relativement au développement des coopératives 2010-2011 et 2011-2012.

L'année 2010 s'est terminée par une rencontre des présidents dont l'objectif consistait à jeter les bases d'un plan d'action en vue d'atteindre la vision de ce que sera le mouvement coopératif et mutualiste québécois en 2020. Pour en savoir plus : [Rapport annuel 2010](#) et [Membres du CQCM](#).

La solidarité internationale

Mise en contexte

Dans les deux dernières décennies, les régions ont vécu des effets néfastes de la mondialisation notamment par la délocalisation d'entreprises et la venue de commerces grandes surfaces qui ont déstructurée l'économie locale et régionale, avec les pertes d'emplois qui ont suivi. On constate que les enjeux locaux sont aussi internationaux. L'autonomie locale, d'un côté comme de l'autre de la planète, suppose d'établir des relations gagnants/gagnants.

La question qui se pose porte sur le renforcement des capacités des communautés et des régions pour atteindre leur autonomie et améliorer leurs conditions de vie. Pour cela, les coopératives, les organisations de défense de droits et les organisations de coopération internationale doivent entretenir des relations entre elles à l'échelle mondiale. Il est possible, pour les régions et les communautés, de transformer les impacts négatifs de la mondialisation par des opportunités de développement coopératif et plus largement de prise en charge et de réappropriation de leur pouvoir d'action.

Le maintien et le développement des communautés des pays développés du Nord est en lien avec les conditions de vie des communautés des pays en développement du Sud. D'un côté comme de l'autre, les écarts entre les riches et les pauvres s'accroissent; aussi, d'un côté comme de l'autre, il devient de plus en plus évident que la défense des conditions de vie acquises par les communautés du Nord

passer par l'acquisition des conditions de vie décentes des communautés du Sud.

En considération de cette dynamique, de grandes organisations sociales, comme les syndicats, les coopératives et les organisations d'agriculteurs vivent un processus de renouvellement et participent à l'émergence d'un mouvement citoyen à l'échelle internationale notamment à partir des Forums sociaux mondiaux.

Le renforcement de nos solidarités internationales devient un enjeu important qui porte particulièrement sur la fracture sociale et économique de la planète entre le Nord et le Sud, enjeu qui nécessite aussi la participation du mouvement coopératif d'ici dans le mouvement coopératif international, en occurrence l'Alliance coopérative internationale (ACI).

Des initiatives qui témoignent du projet de société

SOCODEVI, un réseau de coopératives et de mutuelles qui soutient le développement des communautés au Sud

La Société de coopération pour le développement international (SOCODEVI) est un réseau d'entreprises coopératives et mutualistes qui partage son expertise technique et son savoir-faire avec ses partenaires dans les pays en développement, afin d'y créer, protéger et distribuer la richesse.

L'intercoopération est la raison d'être de SOCODEVI. Pour les dirigeants de SOCODEVI, la coopération avec des organisations coopératives et mutualistes de pays en développement représente les assises de notre organisation. Depuis notre création, cette spécificité nous a amenés à

accompagner plus de 600 entreprises et organisations coopératives et mutualistes dans une trentaine de pays en développement touchant ainsi plus de 12 millions de personnes. Pour en savoir plus : [SOCODEVI](#).

Une vidéo présentant les bienfaits des actions de SOCODEVI auprès des agriculteurs boliviens, ACDI, SOCODEVI et UNEC : [Partenaires pour favoriser une croissance économique durable en Bolivie](#).



Développement international Desjardins (DID), une composante du Mouvement Desjardins engagé dans le développement de la finance de proximité communautaire et solidaire

La mission de Développement international Desjardins (DID) est de renforcer la capacité d'agir et d'entreprendre des populations moins nanties des pays en développement ou en transition en favorisant la maîtrise d'institutions financières à propriété collective et à rayonnement communautaire.

DID vient tout juste de lancer une nouvelle programmation visant à élargir l'accès aux services financiers dans les pays en développement. Intitulée « Grandir et s'enrichir : Les pauvres participent à la croissance économique par l'accès à des

services financiers inclusifs », cette programmation regroupe une dizaine de grands projets qui toucheront ensemble une vingtaine de pays. Elle s'inscrit dans le cadre du Partenariat avec les Canadiens de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Pour en savoir plus : [DID](#).



Le GESQ : inscrire le Québec dans un réseau international Nord-Sud d'économie solidaire

Le Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ) est un espace que les acteurs québécois se sont donnés pour assurer leur participation collective au Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale et solidaire (RIPESS) et d'autres réseaux continentaux et intercontinentaux comme le Forum social mondial. L'initiative et la réalisation de projets de coopération internationale revient à chaque organisation. La contribution du GESQ c'est d'arrimer ces actions à un réseau de solidarité internationale en économie sociale. Le [GESQ](#) offre au Québec un réseau de solidarité internationale en économie solidaire.

À Dakar, au FSM, plusieurs militants de la délégation québécoise du GESQ se sont

activés avec d'autres organisations dont le Réseau des organisations paysannes et pastorales (RESOPP) à la réalisation d'ateliers de réflexion sur divers aspects de l'économie solidaire : les coopératives rurales au Sénégal, l'accompagnement à l'économie sociale, l'écodéveloppement comme avenue pour l'économie solidaire.

René Lachapelle, président du GESQ, soutient que les forums sociaux sont des moments et des espaces permettant des contacts et des liaisons entre organisations qui partagent des valeurs de changement social. Ce sont, pour les personnes qui y participent des événements de mobilisation. L'édition Dakar 2011 ne fait pas exception. Pour en savoir plus : [Bulletin du GESQ](#).



L'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI)

L'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), regroupe 65 organisations qui œuvrent, à l'étranger et au Québec, pour un développement durable et humain.

L'AQOCI a pour mission de promouvoir et soutenir le travail de ses membres ainsi que leurs initiatives en faveur de la solidarité internationale. En s'appuyant sur la force de son réseau, l'AQOCI œuvre à l'éradication de la pauvreté et à la construction d'un monde basé sur des principes de justice, d'inclusion, d'égalité et de respect des droits humains.

L'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) sonne l'alarme : si le gouvernement canadien n'ajuste pas le tir, le Canada pourrait perdre son statut de chef de file en coopération internationale. C'est pourquoi l'AQOCI et ses 65 membres lancent aujourd'hui la campagne [Partenaires solidaires](#) qui vise à sensibiliser le public et les décideurs à l'importance de rétablir un partenariat durable entre le gouvernement et les OCI. Pour en savoir plus : [AQOCI](#).



Pour en savoir plus

Le site du suivi de la conférence internationale

www.projetdesociete.coop

Le site de la conférence internationale est maintenant devenu le site des forums régionaux et des projets liés à l'Année internationale des coopératives. Il rendra compte des initiatives qui se prendront à cet effet et fournira des outils pour faciliter la réflexion dans toutes les régions qui auront décidé de s'y mettre.

Le site de la coopérative Oïkos

www.oikosblogue.coop/

Un bulletin quotidien d'actualité économique québécoise et internationale dans la perspective d'une économie au service de la société.

Le livre «Mouvement coopératif. Une mise en perspective»

Les coopératives sont-elles des entreprises comme les autres ou un mouvement fédérateur et porteur de changement social? Les coopératives peuvent-elles exercer un certain leadership tant sur la scène nationale qu'internationale, surtout en cette période de crise économique et sociale adossée à une crise écologique. C'est la question centrale à laquelle tente de répondre le livre de Louis Favreau qui sera lancé lors de la conférence. L'intitulé est Mouvement coopératif, une mise en perspective aux éditions des [Presses de l'Université du Québec](#). Louis Favreau, PUQ, 2010.

Suites de la conférence de Lévis : un ouvrage en vue

Un ouvrage qui cherche à dégager son fil rouge autour d'axes majeurs : démocratisation de l'économie, urgence écologique, renouvellement de l'État social, agriculture à la recherche d'un modèle, solidarité internationale. Il répond aussi à la question qui titille : quelle action politique pour aujourd'hui? Il est le fruit d'un travail de rédaction de Louis Favreau et d'Ernesto Molina en collaboration avec Marie-Joëlle Brassard et Chantale Doucet. Sa parution aux Presses de l'Université du Québec prévue pour septembre 2011.